

Transport public défaillant une injustice sociale

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

10 mai 2019

Avec la décrue de la population, le dossier qui devrait faire phosphorer élus, intellectuels, et tout ce qui compose les forces vives de la Guadeloupe, c'est celui du transport public. En dépit de l'exceptionnel travail accompli par le Syndicat mixte de transport (SMT), nonobstant le vif intérêt porté par la Région à ce secteur, notamment avec le projet du bus des mers, c'est peu de dire que le transport public en Guadeloupe est le parent pauvre des politiques publiques. L'affaire ne date pas d'hier. Les grandes métropoles françaises sans compter Paris et sa banlieue - appuyées par l'État - ont multiplié sur leurs territoires plusieurs modes de transport : métros, tramways, autobus. Le grand choix ! En Guadeloupe, les pouvoirs publics ont confié le transport public à des privés. Ils ont rendu des services. Du mieux qu'ils l'ont pu. À cette époque, la moitié du territoire se retrouvait chaque matin dans les cars que nous appelions '*transport en commun*'. L'autre moitié n'en avait cure. Elle s'endettait pendant cinq ans afin de disposer d'une automobile, outil indispensable qui donnait l'illusion d'appartenir à la classe moyenne. Chacun y a trouvé son compte.

L'État qui n'a jamais rien investi dans le transport public, les concessionnaires automobiles qui continuent à se goinfrer, forts des monopoles dont ils disposent sur les marques, et une petite bourgeoisie qui regarde de haut ceux qui prennent les cars du SMT. Résultat : le Guadeloupéen qui se veut de la classe moyenne n'a aucune affinité pour les transports collectifs. Il faudra bien dans quelque temps qu'il s'y résolve. Lorsqu'il lui faudra mettre quatre heures pour rallier Pointe-à-Pitre à Saint-François, il regardera les transports publics avec les yeux de Chimène. Avec des couloirs de circulation dédiés, ils seront plus rapides que les voitures individuelles. C'est le meilleur investissement à envisager. Meilleur que l'élargissement des routes ou la création de nouvelles voies qu'il faudra répéter jusqu'à étranglement définitif du réseau routier.

J'ajoute que l'absence de transport public est l'une des plus grandes injustices sociales. Il suffit d'interroger les Gilets-jaunes des contrées rurales de l'Hexagone pour s'en convaincre.